

Jean-Jacques MICHELET

59 ans - cadre au chômage



SUPPLÉANTE :

**Mathilde
LASSERRE**
28 ans - infirmière



**Un représentant de la
vraie gauche
à l'assemblée nationale !**



**Olivier
BESANCENOT**

“Les présidentielles ont montré que la population voulait un vrai changement et votait de plus en plus au plus près de nos convictions.

La crise prouve ce que nous disions : il y a de l'argent pour satisfaire nos/vos demandes. Il faut mieux répartir les richesses.

En votant pour le NPA, vous pouvez confirmer et amplifier le vote qui s'est porté sur mon nom. C'est un geste qui comptera pour l'avenir, pour encourager nos résistances contre le gouvernement et le Medef.”



Un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) est en train de naître, pour rassembler toutes les personnes et les forces qui disent « NON » à ce système qui augmente les inégalités, qui appauvrit la grande majorité pour enrichir toujours plus une minorité, qui mène l'humanité à sa perte.

Élire un représentant de la vraie gauche au parlement, ce serait porter un grand coup à ceux qui exploitent et vivent du travail des autres, ce serait envoyer un message très fort : « **imposons le partage des richesses !** »

Depuis l'élection du président Sarkozy, nous en prenons plein la tête :

- **contre nos droits sociaux** : accès aux soins (franchises médicales, fermeture des hôpitaux), retraites et baisse des pensions, assurance maladie, allocations familiales...
- **contre les libertés** : fichage dès 13 ans et pénalisation des plus jeunes, flicage des chômeurs, expulsions des sans-papiers, test ADN, répression, pressions sur les média...
- **en entreprises** : licenciements, 35 heures, droit de grève, code du travail...

Et, depuis la crise, comment ne pas être choqué et révolté, quand le gouvernement a pu mobiliser instantanément 360 milliards d'euros (notre argent) pour les banques qui ont joué au poker afin de s'enrichir d'avantage, alors que ce même gouvernement nous disait que nous étions en faillite pour justifier sa politique de régression sociale.

360 milliards pour les banques et rien pour nous :

- **en France, 7 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté** dont 2 millions d'enfants qui ne mangent pas à leur faim.
- **le gouvernement réduit les services publics**, l'éducation, la santé, le nombre de fonctionnaires pour une économie budgétaire de seulement 775 millions d'euros.
- **pour réduire les dépenses de santé**, un projet de loi va faire passer le nombre d'hôpitaux de 1 000 à 300, avec 20 000 emplois en moins et un fonctionnement de type privé.
- **progressivement l'âge de la retraite est repoussé**... officiellement alors que dans la réalité, bien plus de la moitié des salariés sont déjà sur la touche au moment de partir en retraite. Et on nous parle de travailler jusqu'à 70 ans « si l'on veut ! » Leur **seul objectif est de diminuer les pensions déjà trop basses** en ne versant une pension dite pleine qu'à celles et ceux qui ont cotisé 41 ans (pour le moment).

A qui profite la crise ?

On nous parle de crise économique profonde, de faillite de banques et d'assurances, on nous dit aussi de nous serrer la ceinture alors que la grande majorité d'entre nous n'a plus assez d'argent pour vivre. On sait que ce n'est pas aux grandes fortunes (qui sont de plus en plus riches) qu'on demande de faire des efforts financiers (les 15 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches et le bouclier fiscal en sont la preuve).

On nous dit aussi qu'il faut l'union sacrée face à la crise pour maintenir le système et ses profits, sauver le capitalisme. Ils sont prêts à nous faire supporter les dettes en donnant notre argent sans contrepartie, mais les profits vont toujours chez les riches.

Par ailleurs, les affaires continuent. Certains groupes, tout en licenciant y compris dans l'agglomération rémoise, fusionnent ou se partagent les dépouilles de leurs concurrents ébranlés par la tourmente, notamment dans la banque et dans l'automobile.

Ce n'est qu'un début : cette crise, comme les précédentes, stimule le grand Monopoly capitaliste, dont les joueurs ne se font pas de cadeaux tout en étant d'accord sur l'essentiel, nous exploiter toujours plus pour gagner davantage.

La crise permet aussi au gouvernement de faire passer les réformes les plus libérales et de tenter de revenir sur tous nos acquis sociaux au lieu de répondre aux besoins sociaux de la population : notamment augmenter tous les salaires, les pensions et minima sociaux.

Les candidat-e-s

Jean-Jacques MICHELET

Je ne suis pas un professionnel de la politique, je n'ai pas d'ambition personnelle, mais je partage, comme vous, les difficultés de la vie et les mêmes soucis : emploi, pouvoir d'achat et la liste serait longue.

Devant le gâchis économique et humain que nous subissons depuis des années et qui va aller en s'accroissant si nous laissons faire la politique menée actuellement, devant les dégâts qui provoquent la misère que nous constatons un peu plus chaque jour, il faut répondre à tous ces coups bas en nous organisant autour d'un parti qui rassemblera toutes les forces anticapitalistes et antilibérales de ce pays.

C'est dans cet esprit que j'ai accepté de porter ma candidature devant vous, avec la volonté de combattre avec vous ce système du « **riche toujours plus riche et du pauvre toujours plus pauvre** ».

Je suis moi-même victime de ce système où le profit, toujours plus de profits, conduit à la casse des entreprises. **Licencié** économique en 2003, avec 1 000 autres collègues en France, à 54 ans après 30 ans au service d'une grande entreprise nationale et internationale où j'étais militant syndical et délégué syndical central, je suis **en fin de droit** depuis 2 ans, je n'ai toujours pas retrouvé d'emploi, car les employeurs refusent de me prendre à 59 ans.

J'oubliais, j'ai maintenant grâce à une loi récente votée en catimini, jusqu'à 70 ans pour retrouver un emploi... De qui se moque t-on ?

Mathilde LASSERRE

28 ans, infirmière, je suis issue d'une famille d'enseignants, je milite depuis 1998 après ma rencontre avec l'organisation de jeunesse en lien politique avec la LCR. J'agis activement contre le 3^{ème} aéroport parisien, pour la **protection de l'environnement**, le développement des **transports collectifs** et des **services publics en ville et dans les campagnes**.

Enthousiasmée par la campagne présidentielle d'Olivier Besancenot, je me présente aux législatives afin de continuer de porter ses valeurs et idées, comme le partage des richesses afin d'améliorer le sort du plus grand nombre au lieu d'augmenter les profits de quelques-uns.

Le député, un élu national qui vote les lois et les assume localement

Il y en a marre des professionnels de la politique qui votent et **décident de notre sort sans en mesurer toutes les conséquences** tant nationalement que localement.

Ainsi élus politiques de droite et gauche se mobilisent contre une fermeture d'un bureau de poste... en oubliant le vote de la loi de juillet 1990, dite « loi Quilès » de la gauche plurielle, première étape de la disparition progressive du service public de la Poste, du statut public des salariés, le fonctionnement de type privé avec recherche de profits maximum...

Ainsi les nouveaux élus de la communauté d'agglomération de Reims compatisent aux difficultés grandissantes de la majorité de la population... **et augmentent les impôts en violation de leurs très récentes promesses électorales**.

Le même soir, ils votent une taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui va rapporter 23 millions d'euros... **et une exonération** de 26 millions d'euros de la taxe professionnelle des entreprises.

Cette taxe renforce les inégalités sociales : chaque ménage va payer entre 100 et 200€, sans aucune possibilité d'exonération ou d'allègement comme c'est le cas des impôts locaux. **Et elle est plus chère dans les HLM** des quartiers périphériques qu'au centre puisqu'elle se calcule sur d'injustes bases locatives datant de plus d'un tiers de siècle qu'aucun député n'a eu la volonté de changer.